

la majorité hindoue et pas du tout pour constituer un État islamique sous la loi musulmane. Mais d'une part, les chefs de la Muslim League ont utilisé les symboles religieux de l'islam pour mobiliser les masses. Et d'autre part, une fois le Pakistan constitué de pièces et de morceaux, il a fallu, pour justifier son unité contre les régionalismes ethnolinguistiques, recourir à l'islam. Du coup, l'idéologie nationale s'est trouvée en porte-à-faux, et les courants fondamentalistes sont devenus une force politique. Le général Zia a su la détourner à son profit, et la connivence d'un islam de façade avec la dictature la plus caractériséeacheva ainsi, aux yeux de beaucoup, d'opposer l'islam à la démocratie.

D'intéressantes études particulières confirment cette vue générale. Charles Kennedy, "Islamization under Zia", établit que l'islamisation du droit sous Zia, toute spectaculaire qu'elle ait été, n'a eu que peu d'effet réel sur le système juridique pakistanais (notamment grâce au choix de juges modérés dans Federal Shariat Court instituée en 1980, et à la stricte limitation de sa compétence, à laquelle échappait toute décision constitutionnelle ou d'un tribunal militaire). Rachel Rosenbloom, "Islam, Feminism and The Law in Pakistan under Zia", examine l'action du Women's Action Forum (fondé en 1981) et son usage tactique d'arguments musulmans. Elle termine par un constat essentiel : la condition déplorable des femmes pakistanaises n'est guère changée par des lois meilleures ou moins bonnes, mais vient de la structure mentale et sociale tout entière, et de l'analphabétisme féminin qui en découle. Dolores Greely, "Women in Pakistan: Through Other Eyes", expose brièvement la situation concrète et dramatique des femmes.

D'un autre côté, Lawrence Ziring, "Islam and Ethnicity", peut affirmer que « l'ethnicité plus que l'islam restera l'enjeu et la clef de la vie politique et sociale au Pakistan » (p. 96). Anne T. Sweetser, "Religion and Politics in the Kaghan Valley", décrit en ethnologue cette région en bordure du Kašmîr, et montre que la politique des villes y est réinterprétée en fonction des réseaux ethniques ou familiaux qui conjointement le prestige religieux au pouvoir économique. Enfin, Bruce Borthwick, "The Ismailis and Islamization in Pakistan", dans un article intéressant quoique de seconde main, traite de l'adaptation récente des ismaélites aux pressions unitaires de l'idéologie pakistanaise.

Guy MONNOT
(EPHE, Paris)

Tariq RAHMAN, *Language and Politics in Pakistan*. Oxford University Press, Karachi, 1996. xvii + 320 p.

Dans *Language and Politics in Pakistan*, T. Rahman aborde une question cruciale pour son pays, liée à la nature et au rôle de l'État ainsi qu'à cette « ethnicité » dont les contradictions sont source de conflits parfois violents, dans le Sind notamment. Le livre est fondamentalement consacré à l'histoire des différents mouvements linguistiques qui ont marqué, et à bien des égards façonné, l'évolution du Pakistan. Dans le chapitre qui suit l'introduction (p. 8-22), T. Rahman définit ses concepts et présente le cadre théorique de sa méthode, qu'il

s'agisse de politique et de planning linguistiques, de lien entre langue et lutte pour le pouvoir ou encore de rapport entre langue, ethnicité et identité. Le chapitre suivant (p. 23-38) est consacré à la politique linguistique des Britanniques dans l'Inde avant l'indépendance. Les Britanniques favorisèrent, tout d'abord, les langues « classiques » (sanskrit, arabe et persan) pour se concilier les élites traditionnelles. Mais ils s'attachèrent bientôt à développer et standardiser les vernaculaires, notamment le bengali, le hindi, l'ourdou et le sindhi pour comprendre et contrôler les populations. Toutefois, graduellement, sous la pression de certains cercles coloniaux et d'Indiens des nouvelles classes moyennes désireux d'avoir accès à l'anglais, en vue de profits économiques, sociaux et politiques, l'anglais se mit à gagner du terrain, au détriment notamment du persan, qui avait des siècles durant été la langue administrative et culturelle des musulmans de l'Inde et qui restait le symbole identitaire des élites musulmanes traditionnelles. Le chapitre iv (p. 39-58) fait état de résistances à l'« anglicisation », le recours aux vernaculaires étant perçu par les nationalistes comme un symbole de leur lutte. Si satisfaction leur fut en partie donnée par la vernacularisation de l'enseignement primaire, les Britanniques s'attachèrent à éduquer l'élite indienne en anglais pour se l'associer. Le chapitre v (p. 59-79) revient sur la « controverse hindi-ourdou ». T. Rahman s'attache surtout, à montrer le rôle symbolique de l'ourdou pour les musulmans des United Provinces soucieux de leur élitisme culturel, le recours à cette langue par les musulmans d'autres régions étant plutôt instrumental, car il permettait de transcender des loyautés ethniques et locales au nom de la religion.

Les chapitres suivants sont consacrés aux divers « language movements » qui ont marqué et, à bien des égards, façonné l'évolution du Pakistan. Le premier de ces mouvements, chronologiquement et par ses conséquences (création du Bangla Desh), est le mouvement bengali (p. 79-102). T. Rahman rappelle comment l'identité linguistique remplaça l'identité religieuse comme principal symbole de mobilisation dans le cadre d'une lutte antihégémonique. Le comportement économique et politique du Pakistan occidental était, en effet, perçu dans le Bengale de l'Est comme un colonialisme. Dans le chapitre vii (p. 103-133), T. Rahman aborde le mouvement sindhi dans sa profondeur historique, depuis l'époque britannique et celle de la préservation du sindhi face à l'ourdou dans le mouvement national. Il évoque l'impact de l'établissement des réfugiés de l'Inde (*mohājirs*) et la façon dont les diverses politiques autoritaires de l'État pakistanaise cherchèrent à réduire l'importance du sindhi. La région connut plusieurs séries d'émeutes, jusqu'à ce qu'un compromis fut trouvé par Z.A. Bhutto. Après la chute de plomb des années Zia (1977-1988), la controverse a repris entre des *mohājirs* de plus en plus soucieux d'affirmer leur identité et forts de leur domination dans les grands centres urbains, et un mouvement sindhi de plus en plus revendicatif dans son désarroi de voir les Sindhis réduits à une minorité linguistique dans leur propre province, où vivent d'importantes populations baloutches et pashtounes, et où l'administration est largement aux mains de Panjabis. La même approche, à la fois historique et sociopolitique caractérise les chapitres consacrés aux autres mouvements linguistiques, étudiés chacun en fonction de ses particularités : ainsi, le mouvement pashtoune (p. 133-154) en liaison avec la question du Pashtounistan et la situation afghane, et le mouvement, baloutche (p. 155-172) par rapport tant à son pendant iranien et à la situation propre à la région en matière politique (fort mouvement autonomiste, marqué par

les communistes) et linguistique (présence du brahui). Le mouvement siraiki (p. 170-173), quant à lui, peut être considéré comme interne au Panjab. Le siraiki, que ses locuteurs militants considèrent comme une langue à part entière, peut être tenu aussi pour un regroupement de dialectes panjabis à la fois archaïques et innovants. Multan, qui en est la capitale, fut le premier grand centre de culture islamique dans le Panjab, et une littérature en dialecte multani (ou siraiki) est attestée aussi anciennement que la littérature en panjabi central ou lahori. Mais à partir de l'installation durable de centres de pouvoirs musulmans dans les grandes villes de la plaine indo-gangétique (Delhi, Agra, Lahore), et plus tard avec les « canal colonies » britanniques, le centre du Panjab connut un développement beaucoup plus rapide que ses régions du Sud et de l'Ouest. À la revendication culturelle du mouvement siraiki s'ajoute donc, dans certaines de ses composantes, une revendication économique et politique qui va jusqu'à l'exigence d'une partition du Panjab et de la création d'une province siraiki. Le mouvement panjabi, étudié au chapitre xi (p. 191-209), est d'une tout autre nature. Les musulmans du Panjab, dont l'héritage culturel en panjabi était très important, furent les principaux champions de l'ourdou dans le mouvement qui aboutit à la création du Pakistan. Après l'indépendance, le panjabi, qui n'avait jamais eu de statut officiel, disparut de l'université du Panjab, à cause de son lien avec les sikhs et des efforts du gouvernement pakistanais pour promouvoir l'ourdou. Des intellectuels se mobilisèrent donc dès les années 1950 pour redonner vie à la recherche et à la création littéraire. Sous les différents régimes autoritaires, le mouvement panjabi, très vite marqué à gauche et utilisant les grandes œuvres du passé pour produire une littérature de résistance, fut en butte à toutes sortes de persécutions. Mais les publications n'en continuèrent pas moins et un cursus de panjabi fut même rétabli au début des années 1970 à l'université du Panjab à Lahore. Mais jusqu'à nos jours, à la différence du pashtou et du sindhi, le panjabi n'a pu être reconnu comme langue d'instruction dans les écoles primaires du Panjab. Après un chapitre consacré (p. 210-227) à l'organisation de mouvements autour de langues parlées par de petits groupes de population (dialectes panjabis du Nord, burushaski, shina, chitrali...), un dernier chapitre concerne la controverse anglais-ourdou (p. 228-248) et montre comment, en dépit de pressions très fortes en provenance de divers secteurs de la société, l'anglais a pu se maintenir à tous les niveaux de l'instruction et dans l'administration. Pour l'élite occidentalisée, il permet l'accès à des positions de prestige et de pouvoir, et aussi à des emplois lucratifs sur le marché du travail international. C'est ainsi que l'État pakistanais continue à dépenser plus d'argent pour les institutions où l'instruction est donnée en anglais que pour celles où l'on enseigne en ourdou! Dans sa conclusion, T. Rahman, d'une part, reprend son argumentation en mettant l'accent sur le rôle des élites traditionnelles locales dans les différents mouvements ethnolinguistiques qu'elles animent pour résister à la fois à la « surclasse » libérale et anglicisée et aux élites urbaines favorables à l'ourdou au nom d'un centralisme mâtiné de normalisation religieuse. D'autre part, dans une démarche militante analogue à celle qui conclut son livre sur l'anglais du Pakistan, l'auteur se déclare courageusement favorable à un vrai fédéralisme, où chaque langue régionale aurait sa place à tous les niveaux de l'instruction, fût-ce au prix d'un redécoupage administratif. L'ourdou serait la langue de communication fédérale et l'anglais réservé aux relations internationales.

En même temps qu'une histoire des controverses linguistiques qui agitent depuis l'époque de la colonisation les régions qui constituent aujourd'hui le Pakistan, le livre de T. Rahman est une véritable histoire sociale et culturelle du Pakistan. Les enquêtes de l'auteur ont été d'une extrême minutie. Chaque mouvement linguistique a fait l'objet d'une enquête approfondie et l'on trouve dans le livre l'histoire des associations locales, de la presse vernaculaire, des conflits entre groupes de pression, des débats législatifs régionaux et fédéraux sur la politique linguistique, ainsi que d'abondantes et précieuses statistiques. L'ouvrage comporte une impressionnante bibliographie et un index.

Denis MATRINGE
(CNRS, Paris)

François GEORGEON et Irène FENOGLIO (éd.), *L'humour en Orient*. Aix-en-Provence, 1995.
243 p. (*Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 77-78, 1995/3-4).

Ce volume collectif résulte de deux journées de rencontres internationales à l'Institut du Monde Arabe, organisées par le CNRS et faisant suite à un séminaire sur *L'humour dans l'Empire ottoman et le monde post-ottoman* (EHESS, 1993-1994). Couvrant les sociétés musulmanes de la Méditerranée au cours des deux derniers siècles, l'ensemble des textes tente de révéler, sous les éclairages les plus divers, comment l'humour suscite le rire de soi et de l'autre, dans des communautés rassemblées par des traits durables communs (comme le poids du religieux, des tendances politiques autoritaires, le pluralisme communautaire, la condition spécifique de la femme, etc.) et confrontées aux problèmes d'une modernisation imposée de l'extérieur. Les auteurs soulignent d'ailleurs le rapport étroit, dans ce cadre, entre humour et identité — la diversité ethnoconfessionnelle interne des sociétés étudiées ayant constitué un substrat particulièrement fertile pour les humoristes.

Un autre trait commun de cet humour en Orient, bien dégagé par les auteurs, est sa faculté à remettre en question certaines idées reçues, parmi les mieux établies, sans avoir l'air d'y toucher — ainsi, lorsqu'il se livre à l'apologie de valeurs ou de modèles de comportement non conformes avec la loi religieuse et la morale couramment admise. La volonté de résistance à toute forme d'oppression s'exprime avec une clarté particulière dans la figure de Djoha (transfert du Nasr ed-Din Hodja emprunté au monde turc occidental).

Au-delà de ces continuités dans le temps (que manifeste aussi la fortune du Karagöz et de ses figures-types), les études rassemblées par les éditeurs soulignent également l'historicité de l'humour et ses vicissitudes, entre des périodes d'apogée et d'autres faîtes de recul ou de « neutralisation » (bien illustrée par plusieurs articles consacrés au monde ottoman sous Abdülhamid II ou à l'Algérie actuelle). La pratique de telle ou telle forme d'humour apparaît aussi liée à un type de société donné : voir le « rire ottoman » symbolisé par le Karagöz, qui